Burundi: travail d'intérêt général, alternative à l'emprisonnement

@rib News, 22/08/2012 – Source XinhuaAu Burundi, le travail d'intérêt général sera mis en Å"uvre comme peine alterna Ă l'emprisonnement, selon un projet de loi adopté mercredi par l'Assemblée nationale burundaise.S'adressant aux députés, le ministre burundais de la Justice et Garde des sceaux, Pascal Barandagiye, a rappelé que la peine de travail d'intérêt général avait déjà été introduite dans le Code burundais en 2009 en remplacement de l'emprisonnement el l'amende, mais n'avait pas été appliquée car les mesures d'accompagnement n'étaient pas disponibles. Aux termes du projet de loi, le servitude pénale est passé de six mois, prévus par le Code de 2009, à deux ans pour étendre le champ d'application du travail d'intérêt général, a expliqué M. Barandagiye, pour qui, «Â rares sont les per d'emprisonnement de six mois de servitude pénale prononcées par le juge Â».Ainsi, avec le nouveau Code révisé, dan tous les cas où le juge croit pouvoir prononcer une peine de servitude pénale inférieure ou égale à deux ans, il y est substitué un travail d'intérêt général dont la durée ne dépasse pas 480 heures, un mois de servitude pénal correspondant à 20 heures de travail d'intérêt général. Â Pour le ministre Barandagiye, le travail d'intérêt généra entre autres avantages de lutter contre la surpopulation carcérale, de réduire les frais d'entretien des détenus et d'améliorer par conséquent les conditions de détention. Â II a également les avantages de limiter au maximum le conta entre le délinquant primaire et les délinquants dangereux, de faciliter la réinsertion sociale des condamnés et de réduir les problÃ"mes sociaux que connaissent les familles des condamnés à l'emprisonnement, a-t-il affirmé.

https://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 7 May, 2024, 10:23